

# Job force les portes et le destin

*Qui a réussi à réunir tous les candidats aux municipales pour un débat sur l'emploi ? Job bien sûr ! Mercredi, ils étaient chez Laurent Fabius pour une rencontre de la dernière chance.*

**L**is savent que cela ne sert peut-être à rien. Mais au moins auront-ils tout tenté pour sauver leur papeterie. Les salariés de Job ont réussi deux tours de force en quelques jours : réunir les têtes de liste aux municipales de Toulouse pour un débat sur l'emploi et obtenir un rendez-vous chez le ministre des Finances, Laurent Fabius.

Samedi après-midi dans les locaux de Job, la majorité des candidats à la mairie (les listes d'extrême-droite n'étaient pas conviées) a répondu présente à l'appel des Jobards : François Simon (gauche plurielle), Aline Pailler (100 % à gauche), Salah Amokrane (Motivé-e-s), Pierre Cabaré (Cap 21), Marie-Françoise Mendez (Verts), Robert Roig (LO), Thierry Dupin (Défense du service public). Philippe Douste-Blazy était lui, représenté par le conseiller municipal Jean-Claude Paix, et Olivier Arsac (Gardons le franc) par Gérard Couvert. Durant trois heures, les politiques et les salariés de Job ont dis-



*Laurent Fabius et François Simon à la rencontre des salariés de JOB.*

cuté de l'emploi et des moyens de sauver la papeterie.

Lundi matin, coup de théâtre auquel le débat de samedi n'est sûrement pas étranger. Laurent Fabius en visite dans la région, passe en coup de vent à Job et propose une table ronde au ministère des Finances deux jours plus tard, pour discuter de solutions éventuelles. Ça tombe bien, les Jobards avaient prévu de s'inviter.

Durant quatre heures ce 28 février, une délégation accompagnée de personnalités telles que François Simon, Marie-Françoise Mendez ou encore Aline Pailler., a été reçue par des représentants des ministères des Finances, de l'Industrie, du Budget et de l'Emploi. Rien de concret, mais les représentants de Job ont pu faire passer toutes leurs revendications.

*« Au niveau d'un repreneur, il n'y a toujours rien de précis », expliquait en sortant Philippe Moitry, délégué syndical. « Le gouvernement nous assure qu'il continue ses démarches. Sans nous laisser beaucoup d'espoir. Nous avons également discuté du financement du plan social que nous avons chiffré à 25 MF pour qu'il soit correct. Il faut trouver le financement. Mais nous sommes d'accord sur tous les points, hormis pour des départs volontaires à partir de 53 ans. »*

Le lendemain, les salariés de Job ont assisté au comité d'entreprise au cours duquel on devait leur annoncer leur licenciement. Le 7 mars, la procédure sera terminée, et les Jobards devront quitter leur usine de la route de Blagnac si aucune solution n'est trouvée. ●

*David Carzon*